

CONVENTION**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC SANS DROITS
REELS POUR L'ORGANISATION DE SPECTACLES MUSICAUX
SUR LE SITE DU PARC DU CHATEAU DE MONTEILIMAR****ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La commune de Montélimar, Hôtel de Ville, place Emile Loubet, BP 279, 26216 MONTEILIMAR cedex, représentée par son maire, Monsieur Julien CORNILLET, ou son représentant par délégation, dûment habilité à l'effet des présentes, et ci-après dénommée « la commune »,

d'une part,

ET (1) :

Nom, Prénom et qualité : VIRICEL DIDIER, DIRECTEUR

agissant en mon nom personnel,

domicilié(e) :

Téléphone(s) :

Mail :

ou

agissant au nom et pour le compte de la société (ou autre à préciser) :

_MODJO PRODUCTION

forme : _SAS_ au capital de : 50.000_

ayant son siège social : 1 PLACE DU 7^e ART 38550 LE PEAGE DE ROUSSILLON

Téléphone(s) : __0645523437__

Mail : didier@modjo-production.com

Immatriculé(e) à l'INSEE :

N° SIRET : 750246449 00045

Code APE/NAF : __9001Z__

N° d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés et/ou au Répertoire des Métiers (et/ou autre à préciser) :

et ci-après dénommé « le Bénéficiaire »,

d'autre part,

(1) Rayer les mentions inutiles

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de l’autorisation d’occupation temporaire du domaine public

La commune autorise le Bénéficiaire à occuper, sous le régime des autorisations d’occupation temporaire (AOT) du domaine public non constitutives de droits réels, aux fins d’organisation de spectacles musicaux en soirée et pour la durée et la période d’exploitation telles que précisées à l’article 2 ci-dessous, le site du parc du château de Montélimar.

Le Bénéficiaire de l’AOT se rémunérera par la seule perception des recettes issues de l’exploitation autorisée (vente des billets, buvette, restauration...).

Pour ce faire, le Bénéficiaire devra obtenir toutes les autorisations administratives réglementaires nécessaires.

Article 2 – Durée de la convention - Date d’effet – Période d’exploitation

2.1 – Durée – Date d’effet

La présente convention d’AOT, de caractère avant tout précaire et révocable, est conclue pour les années 2023, 2024 et 2025.

Elle prend effet à compter de sa date de signature.

2.2 – Période d’occupation et d’exploitation – Année 2023

L’occupation et l’exploitation du site du parc du château sont autorisées pour l’organisation de spectacles musicaux en soirée les 7, 8 et 9 juillet 2023.

L’autorisation d’occupation est également délivrée, pour les journées du 4, 5 et 6 juillet 2023 afin de permettre au Bénéficiaire de mettre en place ses installations, et le 10 juillet 2023 pour procéder à leur enlèvement et à la libération des lieux.

2.3 – Période d’occupation et d’exploitation – Années 2024 et 2025

La période d’occupation et d’exploitation du site seront arrêtées d’un commun accord entre le représentant légal de la commune et le Bénéficiaire à intervenir au plus tard le 31 janvier de l’année concernée et sans toutefois que la période d’occupation puisse excéder quinze (15) jours continus.

Article 3 – Emplacement

L’emplacement mis à disposition du Bénéficiaire est le site du parc du château de Montélimar.

Plans et photo du site sont joints en annexe n°1 à la présente convention d’AOT.

Avant la prise effective de possession des lieux par le Bénéficiaire un état des lieux sera dressé contradictoirement entre le Bénéficiaire et un ou plusieurs représentants de la commune et joint en annexe n°3 à la présente convention. Il en sera de même en fin de chaque période d’exploitation ou au terme de la convention d’AOT pour quel que motif que ce soit.

Article 4 – Redevance d’occupation et paiement

L’autorisation d’occupation objet de la présente convention est accordée moyennant le paiement, par le Bénéficiaire et par journée d’exploitation (de spectacle) telles que précisées à l’article 2 ci-dessus, d’une redevance d’un montant ferme de :

100 € POUR LA PERIODE TOTALE.

Cette redevance est payable suivant l’échéancier ci-dessous : 31/07

Commune de Montélimar

. 20 % d'avance à la date de signature de la présente convention pour l'année 2023 puis à la date anniversaire de cette signature pour les années 2024 et 2025.

. Le solde (80 %) au plus tard dans les quinze (15) jour suivants la date d'organisation du dernier spectacle de la période d'exploitation considérée.

Le paiement s'effectuera par chèques libellés à l'ordre de Monsieur le comptable public de Montélimar et adressé à l'attention de Monsieur le maire de Montélimar, DCPAJ – Service Juridique, Hôtel de Ville, place Emile Loubet, BP 279, 26216 MONTE LIMAR cedex.

En cas de non-respect de la date limite du paiement de la redevance, le Bénéficiaire se verra appliquer des intérêts moratoires au taux légal en vigueur.

Article 5 – Obligations du Bénéficiaire

Outre le paiement de la redevance d'occupation tel que précisé à l'article 4 ci-dessus, la présente AOT est consentie par la commune et acceptée par le Bénéficiaire sous les clauses, charges et conditions énoncées ci-après que le Bénéficiaire s'oblige à exécuter, accomplir et observer indépendamment de celles qui pourraient résulter de la loi, de la réglementation ou de l'usage et qui ne seraient pas modifiées par les prescriptions de la présente convention.

5.1 – Caractère de l'occupation

L'autorisation d'occupation objet de la présente convention est consentie à titre personnel.

Toutefois, un simple changement de raison sociale ne met pas fin à l'autorisation si ce changement est porté préalablement, par lettre recommandée avec avis de réception postal, à la connaissance du représentant légal de la commune.

Toute cession totale ou partielle de la présente autorisation est interdite sans l'accord préalable de la commune.

Enfin, s'agissant de domanialité publique, le Bénéficiaire ne pourra se prévaloir de la législation régissant les baux professionnels ou commerciaux ou de quelque nature que ce soit. Il ne pourra non plus se prévaloir de l'autorisation qui lui est accordée par la présente convention en cas de résiliation de celle-ci.

5.2 – Mesures générales

Le Bénéficiaire est en particulier tenu de respecter :

- Les règlements et les consignes particulières en matière de sécurité des installations, des équipements et des personnes ;
- Les lois et règlements fixant les conditions d'exercice de son activité d'entrepreneur de spectacle ;
- Les mesures de police générales et spéciales applicables sur le site du parc du château ainsi que toutes les consignes générales ou particulières, permanentes ou temporaires que les autorités compétentes ont mis ou mettront en application.

5.3 – Activités annexes - Parrainage

Le Bénéficiaire est autorisé à mettre en œuvre des activités annexes aux spectacles de type buvette, point de restauration ou encore vente de produits dérivés.

Il est également autorisé à recourir au parrainage (sponsoring) et à nouer des partenariats commerciaux. A ce titre, la commune autorise le Bénéficiaire à faire apparaître le logo des sponsors sur le site où se déroule les spectacles.

5.4 – Démarches administratives

Le Bénéficiaire ayant l'entière responsabilité de l'organisation des activités et spectacles dans le cadre de la présente AOT, il fait son affaire de l'ensemble des démarches administratives nécessaires et s'acquitte des frais liés aux droits d'auteur et autres taxes.

5.5 – Sûreté – Sécurité

Le Bénéficiaire est responsable de la sécurité complète dans le périmètre privatisé du site mis à sa disposition.

A ce titre, il se charge notamment de :

- faire procéder aux contrôles, par un bureau d'étude extérieur, de la conformité des installations qu'il aura mise ou fait mettre en place sur le site avant son ouverture au public,
- l'encadrement avec une équipe de sécurité des spectacles (en adéquation avec la jauge estimée de chaque spectacle qui est au maximum de 1 800 personnes),
- s'assurer de la présence d'une équipe de premier secours pour chaque spectacle.

Le bénéficiaire devra également se rapprocher du maire de Montélimar pour, dans le cadre des pouvoirs de police de ce dernier, la mise en sécurité et la sûreté des espaces publics non privatisés au titre de la présente convention.

5.6 – Modalités d'exploitation

Il est interdit au Bénéficiaire de faire de l'emplacement occupé un usage qui ne correspond pas à l'objet de la présente convention et à la destination des lieux telle qu'elle est prévue.

Le Bénéficiaire s'engage à maintenir en bon état d'entretien et de propreté l'emplacement mis à sa disposition ainsi que les installations qu'il y aura implanté comme précisé dans son mémoire justificatif qui figure en annexe n°2 des présentes.

5.7 – Redressement, liquidation judiciaire ou autres modifications

Le jugement prononçant le redressement ou la liquidation judiciaire du Bénéficiaire est notifié sans délai par ce dernier au représentant légal de la commune à l'adresse figurant à l'article 4 ci-avant.

Article 6 – Contrôle par la commune

Sans que cela n'engage sa responsabilité ou n'exonère même partiellement la responsabilité du Bénéficiaire, la commune conserve un droit de contrôle sur l'autorisation d'occupation objet des présentes.

Le représentant légal de la commune peut, à tout moment et sans en référer préalablement au Bénéficiaire, procéder à tous les contrôles qu'il juge nécessaire en vue de vérifier le respect des stipulations de la présente convention.

A ce titre, outre les différents documents devant être produit par le Bénéficiaire comme prévu par la convention, Le représentant légal de la commune peut se faire communiquer toutes les pièces nécessaires et procéder à leur vérification.

Les contrôles sont effectués soit par le représentant légal de la commune, soit par toute personne désignée et mandatée à cet effet par ce dernier.

Article 7 – Responsabilités et assurances

7.1 – Responsabilités pour dommages

7.1.1. – Le Bénéficiaire supporte les conséquences des accidents ou dommages de toutes natures qui, du fait de l'occupation objet de la présente convention, peuvent survenir à lui-même, à ses personnels ou clients et à ses

biens.

Pour ces accidents et dommages, le Bénéficiaire renonce et fait renoncer à son assureur à tous recours contre la commune et les assureurs de cette dernière.

7.1.2. – Le Bénéficiaire demeure également personnellement responsable des accidents ou dommages de toutes natures causés par son activité, ses installations et ses personnels.

En outre, le Bénéficiaire garantit la commune et les assureurs de cette dernière contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre la commune et ses assureurs pour lesdits accidents ou dommages.

7.1.3 – La responsabilité du Bénéficiaire s'étend notamment aux dommages à l'emplacement occupé ainsi qu'à ses aménagements, équipements et installations par l'incendie, le dégât des eaux, l'explosion, la foudre, les attentats, les accidents causés par des tiers, les actes de vandalisme et les catastrophes naturelles au sens de la législation en vigueur, ainsi que les vols ou disparitions.

7.2 – Exonération

La commune est dégagée de toute responsabilité pour toutes disparitions ou toutes détériorations des installations, matériels et objets implantés ou entreposés sur l'emplacement objet de la présente AOT.

7.3 – Assurances

Pour justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant ses responsabilités telles que précisées à l'article 7.1 ci-dessus, le Bénéficiaire remet au représentant légal de la commune, préalablement à tout commencement d'occupation, une ou des attestations portant mention de l'étendue des garanties ainsi qu'une attestation dûment datée et signée de chaque assureur mentionnant qu'il a pris connaissance de la présente convention, qu'il renonce à tous recours contre la commune et ses assureurs et qui les garantit contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers.

Le Bénéficiaire devra, par la suite, fournir au représentant légal de la commune, au fur et à mesure, ses attestations d'assurances à jour.

Le représentant légal de la commune se réserve la possibilité de demander au Bénéficiaire de souscrire une ou des assurances complémentaires si celle existante ne lui apparaît pas suffisante pour assurer la couverture des risques liés à la présente convention.

Article 8 – Impôts et taxes

Le Bénéficiaire supportera la charge de tous les impôts et taxes dont il peut être redevable en raison de l'activité qu'il exerce dans le cadre de la présente convention d'AOT.

Article 9 – Résiliation

9.1 – Résiliation pour faute

En cas de faute grave du Bénéficiaire et notamment dans les cas énoncés ci-dessous, le représentant légal de la commune pourra prononcer la résiliation de la présente convention d'AOT :

- Troubles graves occasionnés sur le site du parc du château ;
- Perte des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur pour exercer l'activité visée à l'article 1 des présentes ;
- Condamnation pénale rendant impossible la poursuite de l'activité visée à l'article 1.
- Retard de paiement de la redevance supérieur à deux (2) mois ;

La résiliation intervient après mise en demeure du Bénéficiaire par lettre recommandée avec avis de réception postal restée sans effet.

La décision de résiliation fixe le délai imparti au Bénéficiaire pour évacuer les lieux sans toutefois que ce délai puisse être inférieur à vingt-quatre (24) heures.

La résiliation pour faute intervient sans indemnité pour le Bénéficiaire.

9.2 – Résiliation de plein droit

La présente convention est résiliée de plein droit et sans indemnité pour le Bénéficiaire en cas :

- de faillite, de liquidation judiciaire, de dissolution pour cessation d'activité ou de décès du Bénéficiaire,
- d'accord des deux (2) parties signataires de la convention.

La résiliation de plein droit est prononcée par le représentant légal de la commune dès que l'événement qui motive cette mesure parvient à sa connaissance. Cette résiliation intervient sans indemnité pour le Bénéficiaire, ses héritiers ou ayants droit.

9.3 – Résiliation à l'initiative du Bénéficiaire

La présente convention peut être résiliée à l'initiative du Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception adressée dans un délai maximum de trente (30) jours suivant le dernier jour de la période d'exploitation telle que définie à l'article 2 ci-avant.

Article 10 – Salariés de nationalité étrangère

Avant tout commencement d'occupation, le Bénéficiaire doit adresser au représentant légal de la commune une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exercice de son activité dans le cadre de la présente convention d'AOT, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Article 11 – Travail dissimulé

Le Bénéficiaire est tenu à l'application des dispositions de l'article D.8222-5 du Code du travail.

Article 12 – Différends et litiges

Pour tout différend ou litige qui pourrait survenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention d'AOT et qui ne trouverait pas de solution amiable, le tribunal administratif de Grenoble est seul compétent.

Article 13 – Annexes

La présente convention d'AOT comporte trois (3) annexes :

- . Annexe 1 : Plans et photos du site.
- . Annexe 2 : Mémoire justificatif du Bénéficiaire.
- . Annexe 3 : Etat des lieux.

Fait en un (1) seul exemplaire original,

A PEAGE DE ROUSSILLON, le 10/04/2023

Pour le Bénéficiaire,
Nom : _VIRICEL_
Prénom : _DIDIER_
Qualité : _DIRECTEUR_
(cachet et signature)

Pour la commune,

Le Maire